

L'engagement des intellectuels dans la France des années trente : entre culture et politique

par Philippe BRADFER

Docteur en Science Politique (U.C.L.)

Membre du Groupe de Recherche sur l'Histoire des Intellectuels (I.H.T.P., Paris)

D'une manière générale, le phénomène de la participation politique des intellectuels a été jusqu'à présent peu étudié en science politique. Or, si dans toute société on peut définir les intellectuels comme étant ceux qui, en raison de leur activité de pensée ou de création, manifestent un souci particulier pour les valeurs et peuvent, de ce fait, être amenés à intervenir dans les débats de la cité par la création et la diffusion d'idées, d'opinions ou de modèles de conduite, tout en se reconnaissant une mission sociale à accomplir, ce constat de départ ne peut manquer d'étonner¹. Les raisons de cet état de fait sont, il est vrai, nombreuses. Parmi celles-ci, l'absence d'autonomie et d'homogénéité de la catégorie des intellectuels dans la plupart des sociétés contemporaines est sans doute celle qui a le plus largement hypothéqué leur prise en considération en tant que force politique.

A cet égard, la France fait toutefois figure d'exception. En effet, alors que les intellectuels y bénéficient d'une reconnaissance sociale considérable, ceux-ci ont toujours manifesté, depuis l'affaire Dreyfus au moins, une réelle conscience de groupe. En outre, si l'on ajoute à ce constat de singularité le fait qu'il existe en France, depuis longtemps déjà, des "liens étroits entre les intellectuels et la politique"², on ne peut que souligner tout l'intérêt que le cas français représente pour l'étude de la participation politique des intellectuels³.

1 Cette définition une fois posée, la diversité des figures de l'intellectuel à travers l'histoire nous invite néanmoins à en limiter la portée. De toute évidence, les intellectuels ne peuvent être valablement définis qu'en fonction d'une culture et d'une société données. Sur un autre plan, nous noterons avec Christophe PROCHASSON qu'admettre l'existence d'une fonction intellectuelle dans toute société "ne revient nullement à établir l'univocité de celle-ci ni l'uniformité de ceux qui l'incarnent". Cf. *Les intellectuels, le socialisme et la guerre, 1900-1938*, Paris, Seuil, 1993 (coll. «L'univers historique»), p. 15.

2 René RÉMOND, «Les intellectuels et la politique», *Revue française de science politique*, 9 (4), décembre 1959, pp. 860-880, citation p. 861. L'auteur ajoute à la même page : "Tout semble indiquer que les intellectuels tiennent dans la vie politique française, prise dans sa plus large acception, une place qui est sans rapport avec leur importance numérique et paraît bien -à ce qu'on dit- sans équivalent à l'étranger".

3 Notons à ce propos que l'histoire des intellectuels, qui a vu son statut scientifique reconnu dans le champ historique français au cours de la dernière décennie, a largement bénéficié du renouvellement des objets et des méthodes de l'histoire politique ainsi que de l'élargissement du champ d'investigation -incluant notamment les phénomènes de culture- qui en a résulté. Sur ces questions, on se référera utilement aux études contenues dans *Pour une histoire politique*, sous la direction de René RÉMOND, Paris, Seuil, 1988 (coll. «L'univers historique») et plus particulièrement à la contribution de Jean-François SIRINELLI, «Les intellectuels», pp. 199-231, ainsi qu'à l'ouvrage dirigé par Denis PESCHANSKI, Michael POLLAK et Henry ROUSSO, *Histoire politique et sciences sociales*, Bruxelles, Editions Complexe, 1991 (coll. «Questions au XXe siècle», 47).

Dans la situation plus particulière de la France des années trente, l'engagement -pour reprendre une notion située et datée convenant mieux à notre propos⁴- des intellectuels retient l'attention tant par son ampleur que par son caractère manifeste. En effet, face aux événements et aux grandes questions politiques de leur temps, les intellectuels français ont, dans leur toute grande majorité, pris position publiquement. Présents sur tous les fronts, ils ont sans conteste figuré parmi les acteurs de premier plan de la vie et du débat politiques français de ces années.

Le constat de cette prise de parole collective dans le champ politique conduit évidemment à se poser une double question : quel rôle les intellectuels ont-ils joué dans les affaires de la cité et quelle influence y ont-ils exercée ? C'est là une question complexe que le recours aux seules données conjoncturelles ne permet pas de résoudre de manière satisfaisante. Certes, la dimension collective de la mobilisation politique des intellectuels, le caractère international de leurs préoccupations ainsi que l'état de nécessité dont leur engagement a été l'expression, indiquent à quel point cet engagement est la résultante d'une situation de crise généralisée.

Toutefois, si, sur le plan politique, c'est bien la conjoncture particulière de ces années troublées qui détermine les intérêts et les enjeux autour desquels se cristallisent les débats, la compréhension globale du phénomène ne peut éluder la donnée culturelle tant il est vrai, ainsi qu'on va le démontrer, qu'une action politique ne peut être appréhendée en dehors de la culture qui lui donne sens. Plus précisément, le recours au facteur culturel s'impose d'autant plus qu'il permet, dans une large mesure, de rendre compte de la situation que les intellectuels occupent dans la société française et du rapport privilégié qu'ils y entretiennent avec la politique. Mais au préalable, effectuons quelques indispensables mises au point théoriques.

I. Intellectuels, culture et politique : prolégomènes théoriques

Si, sur le plan de l'explication, l'étude des comportements politiques des intellectuels gagne à recourir à la variable culturelle, c'est parce qu'il n'y a pas d'action sans représentations, sans référents. Autrement dit, l'explication des comportements politiques des intellectuels passe par la mise en lumière des représentations collectives propres à la société à laquelle ils appartiennent -l'unité de référence à ce niveau étant la collectivité nationale, la société globale- mais aussi de celles qui caractérisent plus spécifiquement le milieu intellectuel lui-même.

⁴ En effet, l'usage de la notion d'engagement au début des années trente rend compte à la fois de la spécificité du milieu intellectuel au sein duquel il se développe et de l'état de nécessité dans lequel se trouvent les intellectuels de prendre position dans une conjoncture de crise généralisée. Sans chercher à minimiser la portée que Jean-Paul Sartre a donnée au thème de l'engagement après 1945 et dont la «Présentation» du premier numéro des *Temps modernes* en octobre 1945 constitue en quelque sorte le texte fondateur, on peut rappeler ici que ce thème avait été largement développé dans les années trente parmi les personnalistes. Soulignons à ce propos l'intérêt des «Deux textes sur le thème de l'engagement» d'Emmanuel Mounier qui ont été publiés par l'Association des amis d'Emmanuel Mounier dans le *Bulletin des amis d'Emmanuel Mounier*, 52, 1979, pp. 9-14. On se reportera également à l'article de Paul-Louis Landsberg, «Réflexions sur l'engagement personnel», *Esprit*, 62, 1^{er} novembre 1937, pp. 179-197 ; ainsi qu'à la mise au point de Denis de Rougemont, «Contribution à une recherche éventuelle sur les sources de la notion d'engagement de l'écrivain», *Cadmos*, 1, Printemps 1978, pp. 17-25.

Indiquons toutefois qu'à ce second niveau, la prégnance des représentations est étroitement conditionnée par la conscience que l'ensemble a de lui-même, donc par son existence en tant que groupe suffisamment homogène pour être porteur de ce que l'on peut appeler une culture de groupe.

On l'aura compris, dans une telle perspective, c'est précisément ici que vient se greffer, en ce qui concerne l'action politique, la question de l'appartenance que privilégie tout acteur du champ politique. Il importe donc d'identifier le groupe de référence dont les représentations détermineront, pour une part, les comportements politiques des intellectuels. Or, dans le cas particulier des intellectuels français, tout indique que, sur le plan de l'action politique, le groupe de référence - défini comme le groupe d'appartenance privilégié dans une situation donnée et aux normes duquel se conforment ceux qui s'y réfèrent prioritairement - est souvent le groupe "intellectuel" lui-même⁵. Soulignons toutefois le fait que cette référence n'est jamais exclusive, l'appartenance à une communauté idéologique ou religieuse, le clivage des sexes ou encore la conscience d'appartenir à une génération pouvant infléchir la participation politique résultant de l'identification à un groupe de référence.

On le voit, l'explication des comportements politiques des intellectuels doit s'intégrer à une vision étagée de la participation politique, la variable culturelle opérant au niveau le plus global en ce qu'elle détermine "le code symbolique par lequel chacun peut interpréter la réalité politico-sociale, lui donner une signification"⁶. Or, ce "code symbolique" est aussi le niveau auquel peut s'opérer, en fonction d'un système de valeurs donné, la reconnaissance du statut et du rôle politiques des intellectuels, la notion de rôle englobant les attitudes et les comportements que la société assigne à ceux qui occupent le statut. Précisons en outre que sur le plan explicatif c'est également la variable culturelle qui peut rendre compte de l'existence d'un groupe "intellectuel" en tant qu'unité de référence pour des comportements politiques.

A ce stade, c'est bien la notion plus spécifique de culture politique qui se retrouve au centre de la problématique. En effet, étant donné le poids de la détermination culturelle en matière de participation politique, cette notion de culture politique doit permettre de mieux circonscrire ce que l'on a jusqu'à présent dénommé la "variable culturelle"⁷. Ajoutons encore que sur le plan de l'explication des comportements politiques des intellectuels, le recours à la culture politique est rendu d'autant plus nécessaire que ces comportements se caractérisent par leur grande diversité. Or, le recours à la variable culturelle et plus particulièrement à ses aspects politiques, définis comme "les systèmes de

5 Pour une définition du groupe de référence, voir Alain LANCELOT, *Les attitudes politiques*, Paris, PUF, 1969 (coll. «Que sais-je?», 993), pp. 33 et 34.

6 Alain LANCELOT, «L'orientation du comportement politique», dans *Traité de science politique*, sous la direction de Madeleine GRAWITZ et Jean LECA, vol. 3, *L'action politique*, Paris, PUF, 1985, pp. 367-419, citation p. 405.

7 Concernant cette notion de culture politique ainsi que sa récente utilisation dans le domaine de l'histoire politique, on se reportera avec profit à Serge BERSTEIN, «L'historien et la culture politique», *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 35, juillet-septembre 1992, pp. 67-77 ; ainsi qu'à l'introduction de Jean-François SIRINELLI et Eric VIGNE, «Des cultures politiques», dans *Histoire des droites en France*, sous la direction de Jean-François SIRINELLI, t. 2, *Cultures*, Paris, Gallimard, 1992 (coll. «Essais»), pp. I-XI.

croyances et de significations politiquement pertinents pour une collectivité" ⁸, présente précisément l'intérêt de nous donner les moyens de dépasser le niveau des comportements pour raisonner, en amont, au plan de la congruence minimale qui caractérise toute culture. Celle-ci suppose en effet moins la reconnaissance de comportements communs que celle d'une même "relation signifiant-signifié" qui fait qu'en désaccord sur ce que doit être l'action politique par exemple, tant dans son orientation que dans son intensité, deux acteurs confèrent néanmoins un même sens à leur rôle politique ⁹.

La culture politique renvoie donc aux éléments d'une contrainte intériorisée -représentations, valeurs, attitudes. Mais, en contribuant à définir la situation dans laquelle prend place l'action politique, elle renvoie également aux intérêts en jeu. Ainsi, "entre les croyances fondamentales, intériorisées, collectives du système culturel et les réactions viscérales, extériorisées, individuelles de la situation, il y a place pour une culture politique composée de systèmes d'attitudes et de systèmes de conduite" ¹⁰. Alors que les "systèmes de conduite" sont constitués des opinions et des comportements -éléments les plus objectivables- les "systèmes d'attitudes" sont définis comme des ensembles de dispositions reposant sur les valeurs et les représentations.

Toutefois, c'est parce que la culture politique repose sur des valeurs et des représentations qu'elle définit sur le plan du discours et de l'action politiques le champ du possible et du pensable et qu'elle leur confère un sens. D'où l'importance des systèmes d'attitudes rendant compte du passage des valeurs, qui donnent sens, aux comportements, qui donnent forme. Quant à l'attitude, définie comme une "disposition relativement persistante à présenter une réaction organisée d'une certaine façon à l'égard d'un objet ou d'une situation donnée" ¹¹, elle permet de réintroduire ici la notion de rôle qui renvoie à la "réaction organisée" entendue comme l'action que la société attend d'un individu ou d'un groupe d'individus "à l'égard d'un objet ou d'une situation donnés" ¹².

Dans une semblable perspective, la question essentielle consiste, dans le cas des intellectuels, à comprendre comment s'articulent leur statut et leur rôle, d'une part, et leurs attitudes politiques, d'autre part. A suivre ici certains développements de l'anthropologie culturelle, la place qu'un individu occupe dans la société est tout à fait déterminante puisque c'est en fonction d'elle qu'il se voit assigner par la société des "exigences culturelles particulières" ¹³. Ainsi, aux différentes catégories d'individus qui composent la société correspondent des statuts et des rôles que définit la culture.

Néanmoins, parce qu'une culture ne reconnaît pas aux valeurs qui la constituent la même importance, la position d'un individu dans un "système d'organisation" et la position d'un groupe dans la société traduisent toujours l'importance so-

8 Yves SCHEMEIL, «Les cultures politiques», dans *Traité de science politique*, sous la direction de Madeleine GRAWITZ et Jean LECA, vol. 3, *op. cit.*, pp. 237-307, citation p. 245.

9 Cette interprétation est suggérée par Bertrand BADIE dans *Culture et politique*, Paris, Economica, 1986 (coll. «Politique comparée»), p. 15.

10 Yves SCHEMEIL, «Les cultures politiques», art. cit., p. 247.

11 Alain LANCELOT, *Les attitudes politiques*, *op. cit.*, p. 7.

12 *Idem.*

13 Cf. Ralph LINTON, *Le fondement culturel de la personnalité*, tr. fr., Paris, Dunod, 1986, p. 53.

ciale -c'est-à-dire le prestige- qui leur est reconnue en fonction d'une échelle de valeurs. Dans ces conditions, c'est donc bien la culture qui permet de comprendre la place qui est reconnue à une catégorie d'individus dans une société donnée ainsi que l'action que celle-ci attend d'eux dans une situation donnée.

S'agissant des intellectuels, on peut dès lors énoncer l'idée selon laquelle leurs comportements politiques ne sont compréhensibles que si l'on sait ce que la société attend d'eux dans des situations politiques données. Une telle perspective permet évidemment de mieux mesurer la valeur heuristique des notions de statut et de rôle. Alors que la première synthétise la reconnaissance d'une société, un système d'attitudes ainsi que le prestige attaché à une position, la seconde, qui représente l'aspect dynamique du statut, englobe les attitudes, les valeurs et les comportements que la société assigne à ceux qui occupent le statut.

Appliquées aux intellectuels, ces données théoriques permettent donc de penser leur participation politique au regard de la position qu'ils occupent dans la société et de la hiérarchie des valeurs qui y est admise. A cet égard, l'essentiel pour notre propos consiste à souligner le fait que l'assignation, par une société donnée, aux intellectuels -en tant qu'ils occupent un statut- d'un *rôle politique* n'est pas correctement explicable si l'on ne tient aucun compte de la place et du prestige que leur reconnaît cette même société en fonction du système de valeurs qui lui est propre. De cette proposition on peut aisément déduire que plus grandes sont les exigences culturelles particulières qu'une société impose aux intellectuels en matière politique, eu égard à la place qu'ils y occupent, et plus nombreuses seront leurs interventions collectives au titre d'intellectuels.

Ce propos doit toutefois être nuancé. En effet, ce qui, au travers de l'assignation d'un rôle à une catégorie sociale donnée -dans une société et en fonction d'une culture particulières- se dessine comme un conformisme culturel -dont rend compte la notion même de modèle culturel constitutive du rôle- doit être relativisé. L'étude sociologique des groupes nous y invite qui, à l'aide de la notion d'"implication" de l'acteur dans le rôle, a mis en évidence le caractère mouvant et équivoque de l'ensemble de contraintes que sont les normes¹⁴. Certes, comme tout acteur, les intellectuels sont soumis aux règles qui définissent leurs rôles mais ils les interprètent avec plus ou moins de liberté.

La liberté de l'acteur peut encore se situer à un autre niveau qui est celui des conflits de rôles qu'une situation donnée peut faire surgir. Les pressions contradictoires qui résultent de la diversité des appartenances sociales des intellectuels, mais aussi la diversité des normes de conduite politique qui caractérisent les différents groupes auxquels ils appartiennent, permettent d'éclairer cette dimension. Si les conflits de rôles posent à tout acteur un problème d'identité, il reste que les intellectuels, face à la question de savoir "lequel des groupes auxquels ils appartiennent, des milieux où se déroule leur activité, constitue la *référence* privilégiée qui assure une cohérence minimale à leurs différents idéaux et

14 Cf. Raymond BOUDON et François BOURRICAUD, «Groupes», dans *Dictionnaire critique de sociologie*, Paris, PUF, 1982, pp. 249-255, citation p. 255.

à leurs différentes obligations" ¹⁵, demeurent libres de choisir, fut-ce au prix d'un déchirement ¹⁶.

En fin de compte, et au regard de la dimension culturelle des statuts et des rôles, on peut conclure que c'est par eux que la culture s'inscrit dans les attitudes et les comportements. Ainsi, intégrés à un schéma analytique qui articule les pôles culturel et politique en termes d'identités et d'intérêts, les statuts et les rôles permettent non seulement d'expliquer le passage d'une situation à un comportement, mais au niveau de la situation ils rendent compte du groupe que l'acteur se donne pour référence lorsqu'il défend un intérêt ou affirme une identité. Dans ces conditions, on ne peut que souscrire à ce constat selon lequel "la culture apporte alors à la connaissance politique la constellation d'éléments avec laquelle se fabriquent des identités collectives, donc des systèmes d'attitudes" ¹⁷.

Si ces considérations doivent nous permettre de proposer une explication de l'engagement des intellectuels dans la France des années trente, de chercher à saisir ce que l'on pourrait appeler la rationalité interne du phénomène, il paraît d'abord indispensable de revenir sur les faits. Une question servira ici de fil conducteur à notre enquête : comment, c'est-à-dire sous quelles formes, mais aussi à la suite de quels événements et selon quelles orientations, s'est opéré l'irrésistible glissement qui, durant la période qui nous intéresse, conduit la plupart des intellectuels français à se préoccuper de questions politiques et sociales, questions qui vont pour une bonne part les détourner de leur activité proprement intellectuelle ?

II. Les intellectuels français et la crise des années trente

A. Un cas exemplaire : André Gide

Pour dérouler le fil de cette histoire singulière, André Gide servira ici de premier guide. Ce choix s'impose à plus d'un titre. Gide, en effet, occupe alors dans le milieu intellectuel français une position dominante. Ecrivain parmi les plus admirés de l'époque, il est sans doute celui qui est aussi le plus connu à l'étranger. Dans ces conditions, et à une époque où le milieu de *La Nouvelle Revue française* confère à la littérature une véritable suprématie dans le champ symbolique, le chemin qui conduit Gide à l'engagement politique gagne à être mis en lumière.

Dès janvier 1931, en affirmant que "l'optimisme est toujours du côté des martyrisés" ¹⁸, Gide livre une première clé de compréhension de son itinéraire politique. Les préoccupations qui sont alors les siennes, et dont les pages de son *Journal* se font l'écho, sont avant tout sociales et politiques. Sachant dès lors l'enthousiasme avec lequel Gide rendra publique son adhésion au communisme et sa sympathie pour L'Union Soviétique - jusqu'en 1936, année de la publication

15 François BOURRICAUD, *Le bricolage idéologique. Essai sur les intellectuels et les passions démocratiques*, Paris, PUF, 1980 (coll. «Sociologies»), p. 19.

16 Que l'on songe par exemple à la situation conflictuelle vécue par les intellectuels communistes que la référence privilégiée à la classe ouvrière a conduit à adhérer au Parti communiste dont le dogme devait se révéler fondamentalement incompatible avec la liberté inhérente à toute activité créatrice.

17 Yves SCHEMEIL, «Les cultures politiques», art. cit., p. 244.

18 André GIDE, *Journal, 1889-1939*, Paris, Gallimard, 1951 (coll. «Bibliothèque de la Pléiade»), p. 1028.

de son *Retour de l'URSS* - on ne peut manquer de déceler dans ces lignes l'amorce d'une évolution capitale pour l'auteur.

"Ce n'est pas du tout que je me sente plus «humain» aujourd'hui, écrit-il alors, que du temps où l'on ne pouvait trouver trace de ces préoccupations dans mon oeuvre. Simplement j'avais souci de leur en interdire l'accès, estimant qu'elles n'ont rien à voir avec l'art. Je n'en suis plus si convaincu, ni que rien puisse et doive demeurer étranger à l'art ; celui-ci risque de devenir, il devient forcément artifice si ce qui tient le plus au coeur de l'artiste en est banni." ¹⁹

Les priorités de l'écrivain ainsi redéfinies, on peut dire qu'à partir de ce moment Gide fut véritablement happé par le cours de l'histoire. Sollicité par Henri Barbusse et Romain Rolland, il apporte son adhésion de principe au Congrès mondial contre la guerre qui se tient à Amsterdam en août 1932 et qui, fait significatif, étant donné le soutien dont l'entreprise bénéficie auprès du Parti communiste, marque un véritable tournant dans les rapports du Parti avec les intellectuels ²⁰. C'est d'ailleurs la même année qu'est fondée, par des écrivains communistes et sympathisants, l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires dont le but premier est de recueillir l'adhésion d'écrivains non-communistes et de mener la lutte idéologique contre le fascisme et aux manifestations de laquelle Gide sera associé à de nombreuses reprises ²¹.

On pourrait ici multiplier les exemples de prises de position mais, pour notre propos, l'essentiel réside sans aucun doute dans cette irrésistible "dérive" vers l'engagement politique d'un écrivain qui, à la date du 13 juin 1932, dans son *Journal* toujours, se déclare "parfaitement inapte à la politique" ²² après avoir confessé le 24 juillet 1931, en parlant des grandes questions politiques et sociales de son temps, que tout cela le "distrait effroyablement de la littérature" ²³.

Il reste que si dans le cas de Gide son engagement devait, de son propre aveu, l'empêcher d'écrire, il ne se fit jamais au détriment de sa liberté de pensée. La lettre qu'il adresse en décembre 1932 à l'Association des artistes et écrivains révolutionnaires qui sollicite son adhésion est à cet égard des plus significatives. Parce qu'il pose avec acuité la question du rapport entre littérature et politique l'essentiel de ce texte mérite d'être cité. "Non, chers camarades, écrit-il dans sa réponse. Le plus clair résultat d'un pareil engagement serait tout aussitôt de me retenir de plus rien écrire. J'ai déclaré du plus fort et du plus net que j'ai pu ma sympathie (et le mot est faible) pour l'U.R.S.S. et pour tout ce qu'elle représente à nos yeux, à nos coeurs, malgré toutes les imperfections que

19 *Idem*.

20 Le Congrès mondial contre la guerre impérialiste se tint à Amsterdam en août 1932. Bien que la SFIO ne répondit pas à l'appel lancé par Henri Barbusse et Romain Rolland, elle ne put empêcher la présence à ce congrès d'un certain nombre de socialistes aux côtés des communistes et des représentants majoritaires du centre-gauche. Ce congrès fut suivi, l'année suivante à Paris, du premier Congrès antifasciste européen. L'ensemble de ce mouvement contre la guerre et le fascisme, dont l'essentiel de l'activité allait se dérouler en France, prit peu après le nom de «Mouvement Amsterdam-Pleyel» qui, conformément aux vœux d'Henri Barbusse, devait rassembler intellectuels communistes et non-communistes.

21 Cf. Nicole RACINE, «L'Association des écrivains et artistes révolutionnaires (AEAR). La revue Commune et la lutte idéologique contre le fascisme (1932-1936)», *Le Mouvement social*, 54, Janvier-mars 1966, pp. 29-47.

22 André GIDE, *Journal*, *op. cit.*, p. 1132.

23 *Ibid.*, p. 1066.

l'on nous oppose encore. Je crois que mon concours (et dans mon cas plus précisément) peut être de plus réel profit à votre (à notre) cause, si je l'apporte librement et si l'on me sait non enrôlé. Ecrire désormais d'après les «principes» d'une «charte» (je reprends les expressions de votre circulaire), voici qui ferait perdre toute valeur réelle à ce que je pourrais écrire désormais ; ou plus exactement, ce serait pour moi la stérilité. Ne voyez, dans ce que je dis là, aucun désir de protection personnelle et de sauvegarde. Déjà j'ai prouvé plus d'une fois que je ne craignais pas de me «compromettre» lorsque je l'estimais nécessaire. Mais ceux qui me lisent aujourd'hui et sur qui je peux exercer (fût-ce sans le vouloir précisément) quelque influence, ne m'écouteront même plus, du jour où ils pourraient croire que je pense et écris par ordre." 24

De l'itinéraire individuel d'André Gide, il y a plus d'un enseignement à tirer. En effet, ses prises de position rendent bien compte non seulement des temps forts de l'histoire des intellectuels durant cette décennie mais aussi des thèmes majeurs ainsi que des enjeux qui l'ont caractérisée 25. Mais il y a plus. L'engagement gidien, vécu comme l'affirmation d'un "droit de regard sur la juridiction du voisin" 26, traduit le sentiment, alors largement partagé par les intellectuels français, d'un état de nécessité qui les conduit à concevoir leur engagement comme une mission sociale à accomplir.

B. La mobilisation politique des intellectuels

A propos de la genèse de ce phénomène collectif, on se doit de rappeler les sentiments de déception, de désespoir et de révolte qui animent, au lendemain du premier conflit mondial, un nombre croissant d'intellectuels convaincus que l'Europe traverse alors une profonde crise de valeurs. A cet égard, il est révélateur que la défaillance du spiritualisme moderne et l'idée de décadence aient constitué des thèmes majeurs dans la pensée française. C'est ainsi que Malraux écrira dans un texte daté de 1927 "que les constellations d'un désespoir semblable à celui qui suit les amours déçues, dominent toute une jeunesse attachée à l'esprit" 27.

L'allusion que Malraux fait à la jeunesse mérite d'être soulignée. En effet, on ne peut évoquer l'engagement des intellectuels dans la France de ces années sans évoquer ici les quelques groupes de jeunes intellectuels qui au début de la décennie se retrouvent autour de quelques revues comme *Réaction*, *Esprit* ou *Ordre Nouveau*, avec la volonté de dépasser les oppositions traditionnelles et

24 *Ibid.*, pp. 1146-1147.

25 Pour un aperçu d'ensemble de la période, voir Pascal ORY et Jean-François SIRI-NELLI, *Les intellectuels en France, de l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1986 (coll. «U»), pp. 77-113.

26 Pour reprendre l'expression que l'écrivain utilisa au moment du procès, à Leipzig, des trois communistes bulgares accusés de l'incendie du Reichstag et en faveur desquels il interviendra personnellement, en compagnie d'André Malraux, auprès de Goebbels à Berlin en janvier 1934. Voir à ce sujet la lettre que Gide adressa au rédacteur en chef de *Comoedia* et reprise dans André GIDE, *Littérature engagée*, Textes réunis et présentés par Yvonne DAVET, Paris, Gallimard, 1950, pp. 47-48.

27 André MALRAUX, «D'une jeunesse européenne», dans *Ecrits* par André CHAMSON et al., Paris, Grasset, 1927 (coll. «Les cahiers verts», 70), pp. 129-153, citation p. 147.

de renouveler la politique française²⁸. Si ces «non-conformistes», comme on les a appelés, retiennent l'attention ce n'est certes pas en raison de leur nombre mais plutôt parce que leur révolte est significative du climat intellectuel qui règne en France au début de ces années. L'expérience qui est la leur est celle d'une crise de civilisation face à laquelle ils entendent réagir en intellectuels.

Mais il y a plus important pour notre propos. En effet, si face au constat d'une faillite des valeurs bourgeoises et du modèle capitaliste ces jeunes intellectuels entendent faire oeuvre de renouveau et s'atteler à la recherche d'une "troisième voie" qui ne soit ni de droite ni de gauche, pour reprendre leur propre phraséologie, la révolution qu'ils tentent de promouvoir est d'abord une révolution spirituelle. Denis de Rougemont, qui collabora à *Esprit* et à *Ordre Nouveau*, tient à ce sujet des propos très éclairants : "Il m'a semblé qu'à l'origine de notre crise et de la décomposition des vieilles mesures écrit-il, il y avait une crise de l'esprit, et une défection de la culture ; et que par suite, si nous voulions rebâtir, il fallait commencer par refaire des fondements, et par les refaire dans l'esprit"²⁹.

Néanmoins, si la nécessité de la révolution spirituelle passe d'abord par une phase que l'on peut qualifier de doctrinaire, celle-ci sera toutefois de courte durée puisqu'au lendemain de la crise de février 1934 s'impose le souci des moyens politiques. C'est ainsi que les intellectuels, sommés par les événements d'opérer leur reclassement en fonction du découpage idéologique qui s'impose alors aux débats de la cité, vont massivement entrer en politique.

Sans vouloir minimiser dans cette chronologie la portée de l'accession de Hitler au pouvoir au début de 1933, l'événement qui, pour l'histoire des intellectuels de la décennie, fait véritablement date est, en France, la crise politique du 6 février 1934. Manifestation de rue orchestrée par les ligues et menée sous la bannière de l'antiparlementarisme, cette crise retient moins l'attention par sa conséquence politique directe -la chute du gouvernement- que par la mobilisation politique des intellectuels qu'elle entraîne autour des deux pôles idéologiques de l'anticommunisme, d'une part, et de l'antifascisme, d'autre part³⁰.

A ce propos, il faut faire trois remarques. Tout d'abord, il est significatif que les tensions de la vie politique française, largement alimentées par la situation internationale, aient provoqué dans le champ politique français une fracture pro-

28 Parmi les recherches que ce courant d'idées a déjà suscitées, nous nous sommes référé à Pierre ANDREU, «Les idées politiques de la jeunesse intellectuelle de 1927 à la guerre», *Revue des travaux de l'Académie des sciences morales et politiques*, 4^e série, 2^e semestre 1957, pp. 17-35; Jean TOUCHARD, «L'esprit des années trente : une tentative de renouvellement de la pensée politique française», dans *Tendances politiques dans la vie française depuis 1789*, Paris, Hachette, 1960; Jean-Louis LOUBET DEL BAYLE, *Les non-conformistes des années trente*, Paris, Seuil, 1969; et Pascal BALMAND, «Les jeunes intellectuels de l'"Esprit des années trente" : un phénomène de génération», *Les Cahiers de l'IHTP*, 6, novembre 1987, pp. 49-63.

29 Denis de ROUGEMONT, *Penser avec les mains*, Paris, Albin Michel, 1936, p. 142.

30 Rappelons que ce sont les événements de février qui entraînent la constitution dès le mois de mars du Comité d'action antifasciste et de vigilance qui deviendra ensuite le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes. Cf. Nicole RACINE, «Le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes (1934-1939). Antifascisme et pacifisme», *Le Mouvement social*, 101, octobre-décembre 1977, pp. 87-113; «Une cause, l'antifascisme des années trente», *Politix*, 17, 1992, pp. 79-85; ainsi que Claudine CARDON et Germaine WILLARD, «Des intellectuels dans l'action antifasciste. L'exemple du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes», *Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez*, 5, octobre-novembre 1973, pp. 34-44.

fonde qui atteindra son paroxysme au moment de la campagne électorale de 1936 au cours de laquelle s'affronteront -dans une opposition que seul le pacifisme viendra progressivement brouiller- le Front populaire et le Front national.

Ensuite, tout indique que c'est le communisme qui a constitué la pierre angulaire de la bipolarisation des forces politiques en présence. Et de fait, alors que d'un côté le communisme apparaît comme le véritable moteur de l'antifascisme, cette "passion négative qui vit moins de son objet que de son ennemi" comme l'a appelé Malraux³¹, de l'autre il fait figure de pôle d'exclusion, cristallisateur de ce discours idéologique qui ne trouve sa cohérence que dans l'anticommunisme.

Enfin, observons à propos de la mobilisation politique des intellectuels que la crise du 6 février 1934 marque véritablement le signal de l'irruption sur le devant de la scène politique des intellectuels partagés entre, d'une part, la conviction qu'ils se trouvent devant un authentique danger fasciste, et dans ce cas ils se présentent comme les défenseurs des libertés démocratiques et de la culture, et, d'autre part, le double sentiment de l'espoir et de la peur. Espoir de voir la France se convertir à un autoritarisme salvateur et refuser une fois pour toute la décadence qui la frappe. Mais peur, aussi, de voir triompher la révolution et le communisme perçus comme ferments de désintégration nationale et comme menace pour la civilisation occidentale tout entière.

Pour nous résumer, on peut donc dire que la crise du 6 février 1934 a largement mobilisé les intellectuels tout en radicalisant leur position dans le champ politique. De ce phénomène, les manifestes et les pétitions, au bas desquels les intellectuels vont se compter et qui se succéderont jusqu'à la veille de la guerre, rendent bien compte. Pour les intellectuels, alors véritablement sommés de fournir "l'argumentaire des luttes civiques"³², les enjeux sont en dernier ressort la culture, d'une part, et la civilisation, de l'autre ; chacun de ces thèmes polarisant en quelque sorte les valeurs attachées respectivement à l'antifascisme et à l'anticommunisme. C'est là évidemment une manière de souligner que, dans ses formes comme dans ses thèmes, la mobilisation politique des intellectuels présentent des traits spécifiques.

Il serait toutefois excessif de conférer aux deux parties en présence une trop grande homogénéité idéologique. De toute évidence, à gauche comme à droite, les divergences internes sont profondes. Les antifascistes, par exemple, n'ont pu maintenir longtemps leur unité sur la question des moyens à mettre en oeuvre pour préserver la paix. Mais ce premier clivage s'est trouvé lui-même dérangé par plusieurs événements comme les premiers procès de Moscou, les prises de position de Gide à son retour d'URSS ou encore la répression communiste en Espagne qui, à l'automne 1937, est venue frapper trotskystes et anarchistes ; autant d'événements qui ont conduit un certain nombre d'intellectuels à prendre leurs distances à l'égard du Parti communiste.

Mais, fait singulier, alors que la stratégie communiste divise à gauche, la nature du fascisme est ce qui va de plus en plus diviser à droite. C'est ainsi que lors de la guerre civile espagnole nombre d'intellectuels -catholiques très souvent- qui, à l'instar de Georges Bernanos ou de François Mauriac, s'étaient d'abord

31 André MALRAUX, «Préface» à *L'indépendance de l'esprit. Correspondance entre Jean Guéhenno et Romain Rolland, 1914-1944*, Paris, Albin Michel, 1975 («Cahiers Romain Rolland», 23), pp. 5-13, citation p. 5.

32 Cf. Jean-François SIRINELLI, *Intellectuels et passions françaises. Manifestes et pétitions au XX^e siècle*, Paris, Fayard, 1990, p. 101.

déclarés favorables à la rébellion franquiste en arrivent finalement à dénoncer le caractère religieux que les nationalistes cherchent à donner à leur combat et, d'une manière plus générale, la tentative commune à tous les fascismes de mobiliser à leur profit les forces spirituelles³³.

Mais, plus fondamentalement, comme à gauche, c'est le pacifisme qui, à droite, va conditionner les reclassements. Il est révélateur à ce propos que les deux textes³⁴ qui, après l'*Anschluss*, rendent compte de la bipolarisation du milieu intellectuel français, voient s'opposer, face au péril hitlérien, ceux qui en appellent à l'union nationale et, implicitement, à la fermeté, et ceux qui au contraire se déclarent partisans d'une politique d'apaisement dont Munich consacra la victoire quelques mois plus tard.

C. Influence et responsabilité des intellectuels : un essai d'évaluation

Après avoir procédé à ce modeste repérage à la fois idéologique et chronologique de la mobilisation politique des intellectuels dans la France des années trente, il est temps à présent de se pencher sur la question de leur influence. D'emblée, une mise au point s'impose. En tant que masse électorale les intellectuels étaient trop peu nombreux pour exercer une influence directe sur le devenir politique. C'est dès lors à un autre niveau qu'il faut tenter d'apprécier la portée de leur action, celui de l'opinion. Dans ces conditions, le problème central devient celui de la diffusion des idées et de leur pouvoir de mobilisation.

De ce point de vue, c'est le rôle qu'ont joué les intellectuels dans la diffusion de l'antifascisme, de l'anticommunisme et, dans une moindre mesure, du pacifisme qui retient l'attention. Dans un cas comme dans l'autre, les intellectuels ont contribué à la mobilisation des esprits. Les uns en accréditant au lendemain du 6 février 1934 la menace fasciste en France. Les autres en propageant, surtout lors de la campagne électorale de 1936, la peur et la haine du communisme. De toute évidence, par leurs prises de position publiques et l'énoncé de vérités souvent sommaires, les intellectuels ont concouru à la "dramatisation"³⁵ de la vie politique et à la division de l'opinion qui devait largement paralyser la diplomatie française entre 1933 et 1939.

En ce sens, l'antifascisme, comme l'anticommunisme, ont été, bien qu'à des degrés divers, facteurs d'unité et de stratégie politiques. Néanmoins, si les intellectuels antifascistes font figure de pionniers dans l'histoire du Front populaire,

33 En cause, les massacres et les épurations auxquels se livrèrent les nationalistes, l'aide germano-italienne dont ceux-ci bénéficiaient ainsi que le soutien officiel de la hiérarchie catholique espagnole à Franco. Cf. à ce propos notre article «De la logique des passions à la vocation de l'engagement. Georges Bernanos, François Mauriac et Emmanuel Mounier face à la guerre d'Espagne», *Res Publica*, 28 (4), 1986, pp. 711-728.

34 Le premier fut publié dans le quotidien communiste *Ce soir* le 20 mars 1938 et signé par les écrivains suivants : Aragon, Georges Bernanos, André Chamson, Colette, Lucien Descaves, Louis Gillet, Jean Guéhenno, André Malraux, Jacques Maritain, François Mauriac, Henry de Montherlant, Jules Romains et Jean Schlumberger. On pouvait y lire : "Devant la menace qui pèse sur notre pays et sur l'avenir de la culture française, les écrivains soussignés, regrettant que l'union des Français ne soit pas un fait accompli, décident de faire taire tout esprit de querelle et d'offrir à la nation l'exemple de leur fraternité". Cf. Jean-François SIRINELLI, *Intellectuels et passions françaises*, op. cit., pp. 113-115. La réponse des intellectuels pacifistes à cet appel fut publiée dès le 25 mars 1938 dans *La Flèche* et les *Feuilles libres de la quinzaine*.

35 L'expression est utilisée par René RÉMOND dans *Notre siècle, de 1918 à 1988*, Paris, Fayard, 1988, p. 171.

on se doit de rappeler que leur engagement s'est parfois accommodé, au nom de l'efficacité, d'une "stratégie du mensonge, rendue d'autant plus nécessaire que la réalité soviétique correspondait de moins en moins à l'image que Staline et le PCF voulaient en projeter à l'étranger" ³⁶.

On le voit, la question de l'influence des intellectuels est inséparable de celle de leur responsabilité. Soulignons toutefois qu'il n'y a pas que pour les intellectuels antifascistes que la question s'avère pertinente. Elle l'est tout autant pour les intellectuels que l'anticommunisme, l'antiparlementarisme, voire l'antisémitisme, ont conduit à manifester une certaine complaisance à l'égard des régimes fascistes ou encore pour ceux qui, face aux périls extérieurs, se sont faits les avocats du pacifisme. Cette mise au point faite, il importe à présent d'argumenter plus en profondeur en faveur de la thèse qui, sur base de l'ampleur de l'idéologisation du champ politique français des années trente, reconnaît aux intellectuels, pris dans leur ensemble, une influence considérable. Pour ce faire, nous préciserons les apports respectifs de la donnée conjoncturelle, d'une part, considérée dans sa double dimension, idéologique et politique, et de la donnée culturelle, d'autre part.

III. Données pour l'explication

A. La donnée conjoncturelle : la crise des années trente

Sur le plan de l'explication, la crise des années trente constitue évidemment une donnée première. Rappelons brièvement les éléments susceptibles d'éclairer notre propos. Parmi ceux-ci, fin 1931, la baisse de la production industrielle et l'accroissement brutal du chômage marquent une étape décisive dans la progressive et lente émergence des sentiments de rupture qu'éprouve depuis la fin du premier conflit mondial un nombre croissant de Français. A sa suite, les effets sociaux de la crise économique -la chute des salaires et la crise de l'emploi principalement- vont largement diffuser dans la population le malaise et le désespoir que certains intellectuels avaient exprimé, dès le début des années vingt déjà, par leur révolte contre la société bourgeoise. Les critiques et les remises en cause à l'adresse des dirigeants qui en résultent se trouvent d'autant plus avivées que les gouvernements qui se succèdent se montrent impuissants à juguler la crise. D'où ce constat essentiel selon lequel c'est bien "la crise sociale qui apparaît comme le moteur principal d'une crise politique, d'autant plus profonde que l'interrogation sur la valeur du régime et l'adéquation des institutions se posait bien avant les premiers symptômes de la crise économique" ³⁷.

Faisons remarquer ensuite que cette crise politique est largement alimentée par la référence aux modèles étrangers -le Portugal de Salazar, l'Italie de Mussolini et, après 1933, l'Allemagne de Hitler, sans oublier l'Union Soviétique- qui, pour une partie de l'opinion, offrent une alternative crédible à l'inefficacité de la démocratie parlementaire. Dans ces conditions, on ne peut évidemment pas

³⁶ James STEEL, «Staline l'humaniste" ou l'édification d'un mythe», *Revue française de science politique*, 36 (5), octobre 1986, pp. 633-645, citation p. 639. Dans son article, l'auteur analyse le rôle de certains intellectuels français dans la création et l'utilisation du mythe de "Staline l'humaniste" qui contribua à la création d'un front antifasciste, à l'intégration du PCF dans la vie de la nation, à celle de l'URSS dans les relations internationales et à la victoire de la gauche aux législatives de 1936.

³⁷ Serge BERSTEIN, *La France des années 30*, Paris, Armand Colin, 1988 (coll. «Cur-sus»), p. 51.

s'étonner de la place qu'occupe l'antiparlementarisme. Il est significatif du reste que celui-ci se retrouve clairement énoncé dans le discours des anciens combattants et plus largement des ligues, dont le mépris pour les hommes politiques, l'appel à l'action, l'exaltation de l'énergie et la primauté de la volonté sont autant de thèmes privilégiés que l'on retrouvera lors de la crise du 6 février 1934.

L'impuissance du pouvoir politique à apporter aux difficultés économiques des solutions efficaces a indéniablement constitué, sur le plan de la politique intérieure, un facteur décisif dans la maturation de ce que l'on peut considérer comme une crise de régime. Toutefois, cette impuissance à l'intérieur n'est pas seule en cause dans la perte de confiance qui affecte la démocratie parlementaire. Tout au long des années trente en effet, "la passivité française"³⁸ sur la scène internationale sera à cet égard tout aussi lourde de conséquences. Le fait est d'autant plus important qu'avec l'inexorable accroissement de la tension internationale à dater de l'arrivée de Hitler au pouvoir, les événements extérieurs et, a fortiori, la politique étrangère de la France vont de plus en plus se retrouver au centre des débats majeurs de la vie politique du pays.

Constat important car il livre l'une des clés essentielles pour la compréhension des comportements politiques des intellectuels ainsi que des clivages qui divisent l'opinion publique durant ces années. Il explique aussi pour une large part la dimension internationale du rôle des intellectuels.

On peut d'ailleurs ajouter que durant ces années d'avant-guerre la crise du régime s'est en quelque sorte trouvée transposée sur la scène internationale. Car en fin de compte, pas plus qu'à l'intérieur pour les questions économiques et sociales, la France ne s'est montrée capable de préserver à l'extérieur ce qui constituait la principale préoccupation de la toute grande majorité des Français : le maintien de la paix et de la sécurité. Les sentiments qui ont résulté de cette situation d'impuissance et d'inefficacité, la peur d'une guerre bien sûr mais aussi la colère et le dépit face à la passivité d'un pouvoir toujours en butte aux critiques d'une partie de l'opinion, contribuent de manière décisive à instaurer le climat de dépression et d'agitation qui s'installe alors dans le pays.

Alimenté par une crise multidimensionnelle, ce climat se trouve renforcé par les dissensions des Français eux-mêmes. A ce propos, soulignons le fait que toute politique déterminée de la France s'est trouvée paralysée par ces divisions internes. En cause, les préférences et les antipathies idéologiques des Français à l'égard de l'un ou l'autre régime impliqué dans les événements internationaux du moment. Cette donnée idéologique permet aussi de mieux comprendre le retentissement croissant de la politique étrangère en politique intérieure et explique dès lors le poids des événements extérieurs dans la détermination des comportements et des orientations politiques individuels.

Sur le plan de l'analyse, il faut donc noter que la conjonction de ces divers éléments, en établissant un climat d'incertitude et d'inquiétude, a indéniablement contribué à porter la crise à son paroxysme. Il reste dès lors à comprendre pourquoi ce phénomène s'est traduit par une idéologisation croissante de la vie politique du pays à partir de février 1934. Deux données apparaissent ici comme déterminantes. Tout d'abord il y a l'aspiration au changement qui résulte des difficultés et des craintes, voire du désespoir, engendrés par la crise. Or, nous l'avons vu, tant à l'intérieur -en matière économique, sociale ou politique- qu'à l'extérieur -sur les questions de paix et de sécurité- les gouvernements qui

38 *Ibid.*, p. 160.

se succèdent se révèlent impuissants. Ensuite, il y a les divergences quant aux solutions. Qu'il s'agisse, par exemple, des désaccords entre radicaux et socialistes dans le domaine de la politique économique ou, plus fondamentalement, des oppositions quant à la nature du régime souhaité divisant partisans d'un pouvoir fort et démocrates, l'heure est aux déchirements.

Dans cette situation, que singularise la faiblesse du consensus, se produit alors un fait décisif: le "transfert du débat politique qui passe du champ technique économique-social où il trouvait son lieu adéquat -mais peu susceptible de solutions tranchées- au champ idéologique" ³⁹. Que l'on ajoute encore à cela l'agitation qui gagne une opinion dont les revendications se heurtent à l'incapacité des gouvernants, la complexité d'une situation globale extrêmement mouvante, le sentiment de la nécessité d'agir ainsi que le poids de la propagande étrangère et l'on aura compris que dans le champ politique français de ces années toutes les conditions sont remplies pour que la demande idéologique se trouve en quelque sorte maximalisée ⁴⁰.

Ajoutons enfin que les désaccords qui divisent les Français sont d'autant plus profonds qu'ils portent sur les valeurs et les institutions. Dans ces conditions, les compromis sont d'autant plus difficiles à trouver que l'aspiration au changement et les passions nées de la crise se trouvent canalisées dans des mouvements politiques aux visions du monde inconciliables.

Dans une situation de ce type, la plupart des fonctions de l'idéologie se trouvent hautement sollicitées. Tout contexte de lutte implique en effet la reconnaissance des amis et la désignation des ennemis. A un autre niveau encore, le fait que la nécessité de l'action se heurte dans son accomplissement à l'incertitude résultant de la complexité de la situation et de la multiplicité des solutions ne rend que plus indispensable l'énonciation d'une réalité sociale simplifiée et figée qui permette aux acteurs du champ politique de faire des choix simples qui, au regard de la situation perçue, apparaissent comme clairement justifiés ⁴¹.

L'importance de la demande idéologique globale ainsi soulignée, il reste dès lors à élucider sa conséquence majeure dans la vie politique française des années trente: la bipolarisation des conflits. En effet, parce que tout combat implique la confrontation de deux camps et que l'idéologie est de nature polémique, le champ des luttes idéologiques est nécessairement bipolarisé. En outre, dans une confrontation dont les enjeux apparaissent comme vitaux, l'ennemi représenté nécessairement le mal et, en tant que tel, il doit être éliminé.

L'expression idéologique de cette polarisation est donc nécessairement duelle. On comprend mieux dès lors que les passions, qui dans cette conjoncture de crise s'expriment avec violence, se soient cristallisées dans des mouvements politiques globaux et antithétiques dont l'antifascisme et l'anticommunisme ont été l'expression, structurant de ce fait le champ idéologique de la France des années trente. Dans un tel contexte, le risque est évidemment très grand de voir la logique des passions réduire à néant le consensus et conduire à l'irréparable fracture de la guerre civile.

³⁹ Serge BERSTEIN, «L'affrontement simulé des années 1930», *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 5, janvier-mars 1985, pp. 39-53, citation p. 48.

⁴⁰ Cf. l'analyse théorique que Jean BAECHLER développe dans *Qu'est-ce que l'idéologie?*, Paris, Gallimard, 1976 (coll. «Idées», 345), pp. 107-128, et dont s'inspirent ces lignes.

⁴¹ Cf. *ibid.*, p. 97.

En ce sens, l'été 1936 représente, sur le plan intérieur, le moment le plus critique de l'histoire de la "guerre franco-française" que déclenchent les événements de février 1934. En effet, l'immense espoir que représente pour le monde ouvrier la victoire du Front populaire n'a d'égal que la peur de ceux qui, regroupés dans un Front national, voient dans le Parti communiste l'ombre de la révolution et de la guerre⁴². Mais c'est aussi l'année où la polarisation des forces politiques est la plus extrême en raison de l'importance de l'enjeu électoral d'abord, de la gravité de la situation internationale ensuite, le déclenchement de la guerre civile espagnole en juillet plaçant le nouveau gouvernement de Léon Blum devant un choix dramatique⁴³.

Pour notre propos toutefois, l'essentiel n'est pas là; il est dans le rôle politique que jouent les intellectuels durant ces années cruciales pour la France. Or, même s'il paraît excessif de chercher des motifs trop strictement politiques à leur engagement, la corrélation entre la conjoncture des années trente, que singularise l'explosion de la demande idéologique, et la dimension collective de leur intervention dans les débats de la cité constitue de toute évidence une donnée première pour l'explication.

B. *La donnée culturelle : culture politique et tradition intellectuelle*

Indiscutablement, le magistère que les intellectuels ont alors exercé en politique s'explique largement par l'ampleur et la nature de la crise. Dans une société confrontée à une profonde crise de valeurs -dont la crise de régime exprime la dimension politique- les intellectuels se sont indéniablement retrouvés dans une situation qui leur était historiquement favorable. On comprend mieux dès lors que face à une demande idéologique croissante leur engagement politique ait traduit un état de nécessité, une vocation.

Et pourtant, la donnée conjoncturelle ne suffit pas à saisir dans toute sa complexité le phénomène de l'engagement des intellectuels dans la France de ces années. Pour s'en convaincre, on peut souligner le fait que la situation internationale de la décennie a revêtu la même gravité dans d'autres pays européens sans connaître de phénomène semblable. Comment dès lors expliquer cette singularité sans recourir à ce que nous avons appelé la donnée culturelle, c'est-à-dire à l'ensemble des valeurs, des croyances et des convictions communes qui, dans le cas des intellectuels, permet de rendre compte de la reconnaissance sociale dont ils bénéficient en France, de leur statut social et, plus particulièrement, de leur rôle politique? Plus précisément, il importe à présent de comprendre pourquoi le statut des intellectuels en France rend compte de la croyance selon laquelle ceux qui, du fait de leur activité intellectuelle, jouissent d'une notoriété possèdent sur les questions politiques un jugement *autorisé*.

C'est ce que nous ferons en mettant tout d'abord en évidence, au cœur du système culturel français, l'importance de la culture secondaire classique. Essentiellement littéraire, très longtemps réservée aux élites, et plus spécialement aux

⁴² On peut rappeler que le Parti communiste obtient alors 1.468.949 voix contre 783.098 en 1932.

⁴³ On sait à quel point Léon Blum fut déchiré entre son pacifisme et le désir de venir en aide au gouvernement de Front populaire de la République espagnole. C'est sous la pression de l'opposition de droite mais surtout de l'allié intérieur -le Parti radical- sans lequel son gouvernement se serait effondré, ainsi que de l'allié extérieur -la Grande-Bretagne- sur lequel s'appuyait largement sa diplomatie, qu'il accepta finalement l'idée de la non-intervention. Cf. Jean LACOUTURE, *Léon Blum*, Paris, Seuil, 1977, pp. 341-398.

cadres juridiques et politiques de la société, les intellectuels lui durent en effet, pendant des décennies, l'essentiel de leur prestige social. A cet égard, la part prise par l'étude de la langue, de la littérature et de la philosophie dans l'enseignement secondaire est tout à fait révélatrice⁴⁴.

Rappelons à ce propos que si la maîtrise de la langue a, très tôt dans l'histoire, constitué en France le signe distinctif de l'acquisition de la culture, elle apparaît également comme le chemin qui permet d'accéder le plus sûrement aux valeurs les plus éminentes consacrées par les grandes oeuvres littéraires et dont l'institution scolaire se veut la gardienne. C'est donc naturellement que le discours a été considéré comme le couronnement des études secondaires. Insistons toutefois sur ce fait que la tradition qui privilégie l'étude des grands auteurs vise moins l'acquisition et la maîtrise d'un outil de communication que la formation de l'esprit et l'apprentissage d'une certaine manière de penser soucieuse d'allier l'ordre à la clarté. Que l'on y ajoute le poids du cours de philosophie, attaché à promouvoir la réflexion sur les problèmes généraux et universels, ainsi que l'influence du cartésianisme et l'on comprendra aisément que le système éducatif français a conduit des générations entières à adopter une vision intellectualiste de la réalité tout en développant leur gout pour l'abstraction.

De toute évidence, nous avons à faire là à un trait culturel premier dont il importe à présent de préciser la traduction dans la vie politique. Tocqueville use à cet égard d'une expression significative lorsque, dans ses *Souvenirs*, il évoque l'esprit particulier de la politique française. "Ce que j'appelle l'esprit littéraire en politique, écrit-il, consiste à rechercher ce qui est ingénieux et neuf plus que ce qui est vrai, à aimer ce qui fait tableau plus que ce qui sert, à se montrer très sensible au bien jouer et au bien dire des acteurs, indépendamment des conséquences de la pièce, et à se décider enfin par des impressions plutôt que par des raisons. Je n'ai pas besoin de dire que ce travers se rencontre ailleurs que dans les académiciens. A vrai dire, toute la nation en tient un peu, et le peuple français, pris en masse, juge très souvent en politique comme un homme de lettres"⁴⁵.

Dans le fond, ce que Tocqueville souligne ici est la place du verbe, des idées et des principes dans la vie politique française. C'est là une observation qui se trouve du reste largement confirmée par l'histoire politique de ces deux derniers siècles et qui nous oblige à prendre en considération cette autre trait majeur de la vie politique française qu'est l'étonnante aptitude des Français à la déchirure idéologique⁴⁶. Car c'est un fait, non seulement l'insertion des idées et des idéologies dans la vie politique constitue en France une tendance dominante mais, qui plus est, celle-ci a toujours conduit à la division des forces politiques en présence, ce que la permanence de l'opposition droite-gauche atteste assez clairement.

44 Cf. Priscilla P. FERGUSON, *La France, nation littéraire*, tr. fr., Bruxelles, Editions Labor, 1991 (coll. «Média»).

45 Alexis de TOCQUEVILLE, *Souvenirs*, Paris, Calmann-Lévy, 1893, p. 97.

46 Le recours au thème de la guerre civile dans l'historiographie française la plus récente atteste à suffisance que nous avons affaire là à l'une des structures les plus élémentaires de la vie politique française. A ce propos, voir notamment Pierre CHAUNU, *La France. Histoire de la sensibilité des Français à la France*, Paris, Laffont, 1982 ; ainsi que *Les guerres franco-françaises, Vingtième siècle. Revue d'histoire*, numéro spécial, janvier-mars 1985.

La France apparaît donc comme une terre de fracture. Sans vouloir sacrifier la réalité française aux stéréotypes, aux systèmes de causalité ou encore à une schématisation excessive, on est bien obligé de constater que depuis près de deux-cents ans, les crises qui l'ont divisée sont nombreuses. A ce propos, le climat de guerre civile récurrent caractérisant les secousses qui ébranlent périodiquement l'unité nationale frappe l'observateur. Pourtant, en de nombreux domaines, le consensus semble solide et réduire l'histoire politique française à une succession de "guerres franco-françaises" occulterait arbitrairement cet autre trait majeur de la France qu'est la volonté d'unité qui la sous-tend.

Pour comprendre cette réalité paradoxale deux éléments doivent être pris en considération : la pluralité culturelle, d'une part, et l'universalisme, de l'autre. L'un et l'autre sont évidemment étroitement liés dans la mesure où c'est parce que la France recouvre une grande diversité anthropologique que le mythe de l'homme universel s'y est imposé comme instrument de son unité⁴⁷. Mais encore une fois, ce trait original du système culturel et politique français a pour corollaire une certaine propension à l'idéologie. La France a besoin de l'universel et elle est donc perpétuellement menacée par la tentation de fuir la réalité de sa diversité dans l'idéologie. Ainsi, en permettant de percevoir une réalité sociale simplifiée, le mythe de l'universel a bien rempli l'une des fonctions essentielles de l'idéologie. Il n'est pas inutile en outre de faire observer qu'historiquement l'affirmation de l'unité de l'homme, dont la Déclaration des droits de l'homme de 1789 a constitué le point culminant, s'est énoncée au plus fort d'une période que caractérisaient la faiblesse du consensus et donc une forte demande idéologique.

Observons encore que si la politique a souvent coupé la France en deux, cette division a pris la plupart du temps la forme d'une opposition entre un idéal égalitaire et démocratique et un principe d'autorité et de hiérarchie. Lorsque la France se divise, c'est donc moins au niveau des choses qu'au niveau des idées et des représentations. En ce sens, les "guerres franco-françaises" sont toujours des guerres de religion, luttes passionnées qui opposent deux conceptions de la relation de l'homme à l'essentiel. Aussi peut-on dire que le conflit issu de la Révolution apparaît comme un conflit de nature métaphysique et que l'opposition entre la droite et la gauche recouvre essentiellement une opposition philosophique qui explique pour une part la violence des passions françaises.

Ces quelques données une fois précisées il reste, avant de conclure, à reconnaître tout naturellement à ceux qui manient les mots et les idées une place privilégiée en politique. Pour ce faire, on se doit de rappeler le rôle fondateur des hommes de lettres qui, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, ont acquis une autorité nouvelle par leurs écrits politiques. A ce propos, l'analyse de Tocqueville se révèle, une fois encore, des plus pénétrantes. "La France était depuis longtemps, écrit-il, parmi toutes les nations de l'Europe, la plus littéraire ; néanmoins les gens de lettres n'y avaient jamais montré l'esprit qu'ils y firent voir vers le milieu du XVIII^e siècle, ni occupé la place qu'ils y prirent alors. Cela ne s'était jamais vu parmi nous, ni, je pense, nulle part ailleurs"⁴⁸. Et de fait, dans le vaste mouvement de prise de conscience politique qui marque le siècle des

47 Cf. Hervé LE BRAS et Emmanuel TODD, *L'invention de la France. Atlas anthropologique et politique*, Paris, Librairie générale française, 1981 (coll. «Le livre de poche. Pluriel»).

48 Alexis de TOCQUEVILLE, *L'Ancien Régime et la Révolution*, Paris, Gallimard, 1967 (coll. «Idées», 55), p. 229.

Lumières se constitue un nouvel idéal social qui est alors étroitement lié à l'exercice de la raison critique. Fort de son indépendance d'esprit et des droits individuels qu'il revendique à l'égard des pouvoirs qu'il soumet à un examen de plus en plus critique, l'homme de lettres est désormais celui dont on attend aussi une *direction de conscience*.

Même si la période post-révolutionnaire se singularise par une remise en cause des prétentions de la raison, l'héritage de la fonction politique du philosophe apparaît comme l'invariant de la tradition intellectuelle qui se perpétue tout au long du XIX^e siècle. En effet, par delà les tendances artistiques, les mouvements philosophiques et scientifiques, de la figure romantique du poète à celle, positiviste, du savant, l'essentiel réside dans la revendication d'un magistère spirituel au nom d'une communauté des esprits éclairés ainsi que dans l'affirmation d'une vocation à guider et à gouverner les hommes en vertu d'un pouvoir spirituel que conforte une autonomie sans cesse croissante.

On sait à quelle postérité fut promise cette conception particulière du rôle politique des intellectuels au moment de l'affaire Dreyfus et à quelle fortune fut voué le substantif qui désigne alors, pour la première fois, les universitaires, les écrivains et les artistes qui regroupent leurs noms au bas des manifestes rédigés en faveur de la révision du procès de Dreyfus. En se vouant à la défense d'une cause morale, Emile Zola, et tous les «intellectuels» à sa suite, a parfaitement illustré cette vocation à l'intervention publique dans la vie de la cité. Dans cette perspective, l'affaire Dreyfus constitue une étape décisive dans l'histoire des intellectuels en France en même temps qu'elle réintroduit dans cette étude la question décisive du rôle des intellectuels dans l'exacerbation des débats politiques et plus fondamentalement encore dans l'idéologisation de ceux-ci.

Conclusion

Il est temps à présent de conclure. A la lumière de ce qui vient d'être dit, l'engagement des intellectuels dans la France des années trente ainsi que la crise dont il procède participent largement de la thématique des "guerres franco-françaises". A ce propos, la bipolarisation autour des thèmes mobilisateurs antihétérogènes de l'antifascisme et de l'anticommunisme et l'opposition des systèmes de valeurs qu'elle recouvre ne sont pas sans rappeler la ligne de partage de l'affaire Dreyfus⁴⁹. De fait, entre 1934 et 1939, le conflit idéologique qui, en milieu intellectuel, se développe sous le couvert du double thème de la défense de la culture, d'une part, et de la défense de la civilisation occidentale, d'autre part, oppose effectivement, comme au temps de l'affaire Dreyfus, deux visions de l'homme et de la société ainsi que deux conceptions de l'ordre international.

A la lecture des manifestes qui scandent les prises de position des intellectuels au moment de la guerre d'Ethiopie et de la guerre civile espagnole, on est frappé par l'antagonisme qui s'exprime au niveau des principes. D'un côté, ceux qui proclament l'égalité en droit des races humaines et en appellent à la "conscience universelle"⁵⁰; de l'autre, ceux qui, au nom de la race ou de la tradi-

49 A propos de la "qualité paradigmatique du conflit de 1898", cf. Michel WINOCK, «Les affaires Dreyfus», *Vingtième siècle. Revue d'Histoire*, 5, janvier-mars 1985, pp. 19-37.

50 Cf. la «Déclaration des intellectuels républicains au sujet des événements d'Espagne», texte cité par Jean-François SIRINELLI dans *Intellectuels et passions françaises*, op. cit., Paris, Fayard, 1990, p. 105.

tion, et contre l'universalisme des premiers, privilégient l'identité nationale, voire occidentale, tout en affirmant, au nom de la civilisation, leur supériorité.

Dans la phraséologie des manifestes, on retrouve ainsi, opposées terme à terme, les valeurs du dreyfusisme et de l'antidreyfusisme à cette différence près que ce n'est plus une affaire strictement intérieure mais bien des questions de politique extérieure qui, après la crise de février 1934, révèlent la ligne de partage entre les deux systèmes de valeurs. Parce que l'engagement des intellectuels procède largement de cette situation, celle-ci apparaît comme un facteur explicatif majeur de leur politisation.

A ce propos, qu'ils se soient déclarés partisans d'une solution autoritaire ou qu'ils aient, au contraire, pris fait et cause pour la République, la participation politique des intellectuels ne peut être réduite à une simple prise de position. En tant que force politisante, on peut en effet estimer que leur rôle est d'avoir assuré la "médiation idéologique"⁵¹ indispensable à l'action politique rendue urgente par les événements. Par les représentations politiques qu'ils ont utilisées ou suscitées, les intellectuels ont fourni aux consciences les éléments d'une cohérence que la complexité de la situation, l'incertitude du devenir et la violence des passions ne favorisaient guère.

Il reste dès lors à souligner pourquoi la crise politique des années trente a donné lieu à un conflit idéologique aussi remarquable par sa dualité que par sa violence verbale. L'existence en France, depuis la Révolution, de deux systèmes de valeurs qui dans les années trente demeurent encore concurrents constitue ici un autre facteur explicatif d'importance. Sans revenir sur le processus de bipolarisation de la vie politique qui au cours de ces années s'est opéré sous la double bannière de l'antifascisme et de l'anticommunisme, soulignons le déséquilibre que provoque au sein du système politique français la remise en cause de la formule dominante de légitimité. "En d'autres termes, le système parlementaire, par ses faiblesses et ses insuffisances, dresse contre lui de nombreuses fractions de l'opinion qui aspirent à le réformer ou à le transformer"⁵².

Dans cette perspective, la propension à l'idéologie et l'irréductibilité des deux visions du monde concurrentes qui singularisent la vie politique française prennent tout leur sens. La demande idéologique s'avère en effet étroitement liée au degré de consensus. Ainsi que nous l'avons vu, plus la tension entre les deux systèmes de valeurs est importante, plus le consensus est menacé et plus la demande idéologique croît, la crise de légitimité représentant à cet égard une situation extrême. En outre, dans la mesure où l'antagonisme des principes idéologiques rend tout compromis difficile, la crise apparaît comme un "processus

51 Comme le note Serge BERSTEIN, "la médiation idéologique caricature ainsi la nature des enjeux et, à bien des égards, détourne l'énergie des Français des vrais problèmes pour la polariser vers des mythes mobilisateurs qui ne sont que des images très déformées du réel". Cf. «L'affrontement simulé des années 1930», *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 5, janvier-mars 1985, pp. 39-53, citation p. 51.

52 Michel WINOCK, *La fièvre hexagonale. Les grandes crises politiques de 1871 à 1968*, Paris, Calmann-Lévy, 1986, p. 365. Depuis l'avènement de la III^e République, l'auteur dénombre quatre crises de ce type qu'il qualifie de "crises antisystème": le boulangisme, l'affaire Dreyfus, la crise du 6 février 1934 et celle du 13 mai 1958.

normal de régulation" ⁵³, la guerre verbale permettant en quelque sorte la purgation des passions et, en fin de compte, la résolution des contradictions ⁵⁴.

Sur le plan plus général de l'analyse culturelle, le rôle politique des intellectuels dans la France des années trente gagne donc à être réévalué à la lumière de la culture politique et, plus précisément, de la part qu'y occupe la référence au passé. En énonçant, d'un côté comme de l'autre, les valeurs centrales de leur vision du monde respective, en fournissant aux uns et aux autres un cadre mental de référence traditionnel -mais néanmoins renouvelé en fonction des impératifs politiques du moment- les intellectuels n'ont pas seulement alimenté le conflit idéologique, ils lui ont aussi donné sens. Ce faisant, ils ont rempli un rôle de producteurs d'idéologies assumant ainsi une fonction référentielle indispensable aux acteurs du champ politique.

De cette étude il résulte donc que l'engagement des intellectuels dans la France des années trente ne peut être réduit à un fait de nature politique, il est aussi un fait de culture, produit de la conjonction d'une crise de valeurs et du système d'attitudes politiques attaché, dans ce pays, au statut de l'intellectuel. D'où, en dernière analyse, cette constatation fondamentale : c'est la dimension culturelle de l'engagement qui, dans le cas de la France, permet de conclure le plus sûrement à son efficacité politique dans la mesure où, par les comportements explicites qu'il a engendrés, cet engagement a actualisé le rôle politique assigné par le corps social dans une situation de ce type à ceux qui occupent le statut de l'intellectuel.

Summary: The political commitment of the intellectuals in France of the thirties : between culture and politics

Because of the extent and evidence of political participation of intellectuals in France of the thirties, the latter may be considered as full actors of the political life and debates of these years.

The historical circumstances are however not sufficient to explain the political role they then assumed. More precisely, the article is intended to show that in order to explain the peculiarity of the phenomenon, one must necessarily turn to the cultural data, i.e. the set of values and representations that found the social recognition of intellectuals in France and that account for the believe according to which those who, because of their intellectual activity, are notorious, have an authorized opinion on political matters.

In this perspective, one may conclude that the commitment of intellectuals in France of the thirties may not be reduced to a political fact. It also constitutes a cultural fact, resulting from the combination of a value crisis and the system of political attitudes attached, in this country, to the status of intellectuals.

⁵³ *Ibid.*, p. 389.

⁵⁴ Serge BERSTEIN qui, pour sa part, voit dans la "guerre franco-française" un simulacre dont la vertu première est de canaliser le désarroi de la population dans les voies du discours, parle à ce propos de "catharsis". Cf. «L'affrontement simulé des années 1930», art. cit., p. 52.